

Philippe Sébille-Lopez :

Consultant en relations internationales et en risque pays au sein du cabinet Géopolia, Philippe Sébille-Lopez est l'auteur de "Géopolitiques du pétrole" (Editions Armand Colin, 2006).

A quand remontent les violences à l'encontre des compagnies pétrolières ?

Ces toutes dernières décennies, la première revendication d'une communauté de la région pétrolifère du Delta eût lieu en octobre 1990 à Umuechem, à l'est de Port Harcourt, la capitale pétrolière du Delta. Elle concernait la communauté Etche. La répression par le pouvoir fédéral y a fait 80 morts.

Mais la médiatisation de la lutte des communautés du delta du Niger contre les compagnies pétrolières est intervenue juste après, avec la création du MOSOP (Movement for the survival of the Ogoni people). Le combat du MOSOP, mené par son dirigeant, l'écrivain et ancien ministre de l'éducation de l'Etat de Rivers, Ken Saro Wiwa, est devenu dès lors la figure emblématique de l'ethnie Ogonis et plus largement des minorités du Delta. Cette ethnie d'environ 200.000 personnes implantée au sud-est de Port-Harcourt réclamait, outre un meilleur partage de la rente pétrolière, des réparations à la filiale locale de la compagnie Shell (l'opérateur historique au Nigeria avec encore aujourd'hui environ 45 % de la production pétrolière du pays), suite aux dommages causés aux populations par les pollutions et les expropriations liées à l'activité pétrolière. Après la pendaison de Ken Saro Wiwa et de 8 activistes ogonis par le régime de Sani Abacha en 1995, Shell a dû quitter cette zone, qu'elle cherche à réexploiter depuis 3 ans. Mais les négociations n'ont pas encore abouti pour le moment.

Quant aux violences des populations envers les compagnies, elles ont surtout commencé après le retour de la démocratie en 1999, et notamment autour de Warri à partir de 2003, avec les élections présidentielles et générales. Elles n'ont jamais véritablement cessé depuis, alternant périodes de calme relatif, montée des tensions et affrontements directs. La montée en puissance du militantisme Ijaw depuis décembre 2005 et les multiples prises d'otages, illustrent clairement la tendance à l'augmentation de l'insécurité dans le Delta.

Comment expliquez-vous que les revendications prennent une forme de plus en plus violente ?

Il faut d'abord bien voir que la question centrale au Nigeria a toujours été celle du partage de la rente pétrolière que les Etats musulmans du nord ont largement confisquée à leur profit sous les différents régimes militaires qui se sont succédé depuis la fin de la guerre du Biafra en 1970. Avec le retour de la démocratie, les Etats pétroliers du sud exigent désormais une meilleure redistribution de la rente pétrolière à leur profit. Mais du fait du système actuel de redistribution et bien que depuis l'an 2000, beaucoup plus d'argent redescende vers les Etats pétroliers, les populations n'en voient toujours pas la couleur et leurs conditions de vie restent très précaires malgré les promesses faites au niveau fédéral et par les gouverneurs des Etats concernés.

En outre et plus concrètement, le gouvernement fédéral et les compagnies pétrolières ont mis en place un système de redistribution direct qui passait par les chefs traditionnels notamment *via* des contrats de service attribués par les compagnies à leurs communautés. Mais le pouvoir des chefs traditionnels est, comme ailleurs en Afrique, déclinant. Au Nigeria désormais, un chef « riche » s'est forcément enrichi par corruption et est discrédité, et un chef « pauvre » ne représente plus que lui-même et n'intéresse plus personne. C'est toute la structuration sociale du pays qui est remise en cause, avec des anciens de plus en plus contestés par les jeunes générations qui réclament désormais des actions plus radicales pour sortir de la pauvreté.

Cela explique l'émergence de mouvements revendicatifs souvent manipulés à des fins politiques, mais aussi de plus en plus autonomes. Grâce au trafic du brut, aux rançons des kidnappings, voire aux retombées de certaines activités de sous-traitance pétrolières même licites, certains groupes peuvent disposer sans difficulté de speed-boats, de 4X4, de téléphones satellite et d'armements dernier cri. Même les plates-formes offshore à 50 kilomètres des côtes ne sont plus désormais à l'abri d'attaques éventuelles au lance-rockets.

Quel volume représente le détournement de pétrole ?

Il faut d'abord distinguer la ponction du brut et des produits raffinés par les populations (le fameux « Oil bunkering ») sur le mode « artisanal », du stade industriel qui caractérise le trafic de brut avec de multiples complicités jusque dans la marine et la police. C'est ainsi que de petits tankers étrangers viennent charger directement le pétrole de contrebande dans les méandres du Delta. Pour lutter contre ce phénomène estimé en 2003 à 200.000 barils/jour, d'après les autorités nigérianes, le gouvernement fédéral commence à mettre en place des systèmes de surveillance par satellite pour suivre la navigation dans le delta. Les Etats-Unis ont aussi vendu au gouvernement 8 anciennes frégates d'occasion des US Coast Guards. S'il est bien difficile d'estimer le volume réel détourné, grâce à la hausse du prix du baril ces trois dernières années et même en divisant ce volume par deux, la contrebande représente sans doute aujourd'hui un pactole approchant les 2 milliards de dollars par an. De quoi susciter bien des complicités et bien des convoitises.

Parallèlement à ces détournements, il existe d'autres phénomènes dont on parle moins comme les braquages purs et simples d'implantation des compagnies. En attendant la restructuration du système bancaire en cours, les compagnies ne peuvent travailler qu'en hébergeant des succursales de compagnies bancaires agréées, qui doivent conserver de grosses sommes en cash, ce qui dans certaines zones en fait des cibles toutes désignées. Des bureaux d'Eni se sont ainsi fait braquer près de Port-Harcourt fin 2005.

A qui sont imputables les violences récentes ?

Aujourd'hui on parle beaucoup du MEND (Movement for the Emancipation of the Niger Delta), qui a commencé à se manifester en décembre 2005. Depuis, il ne se passe pas un mois sans qu'il ne soit sous les feux de l'actualité et les violences entre activistes et forces de l'ordre ont déjà fait plusieurs dizaines de morts. A la différence de précédentes opérations, davantage motivées par une certaine forme d'opportunisme communautaire voire clanique en liaison avec des politiciens locaux, ce mouvement semble lutter désormais pour une réelle amélioration des conditions de vie des populations du Delta et notamment de la communauté Ijaw dont il se réclame. Ses principaux modes d'action sont le kidnapping d'expatriés moyennant rançon et la destruction d'infrastructures des compagnies pour réduire leurs capacités de production et d'exportation du pays et faire ainsi pression sur l'Etat fédéral, afin d'obtenir une redistribution plus importante de la manne pétrolière en faveur des populations de la région pétrolière du Delta.

Il existe pourtant des règles de répartition de la rente pétrolière. Ne fonctionnent-elles donc pas ?

Les modalités et pourcentages de la répartition entre les 3 niveaux administratifs au Nigeria sont au centre d'enjeux de pouvoir, surtout entre les 2 derniers niveaux qui sont les Etats fédérés et les gouvernements locaux. L'Etat fédéral en fonction de textes et de critères élaborés par la RMAFC, un organisme fédéral émanation de l'ensemble de la Fédération, avalidés ensuite par les deux Chambres, perçoit et répartit l'«allocation fédérale statutaire», qui constitue le pilier de la redistribution de la rente pétrolière. Le gouvernement fédéral en reçoit environ 50 %, les Etats fédérés 30 % et les gouvernements locaux, au mieux 20 %.

Mais pour ces derniers, la tendance est à une réduction des pourcentages alloués et les montants approchent plutôt des 15 %, illustrant le combat que se livrent les trois niveaux de pouvoir, pour la captation de la rente. Or les gouvernements locaux sont très sollicités en termes de dépenses, notamment pour l'éducation et les soins de base en faveur des populations. En résumé, ce sont ceux qui reçoivent le moins qui sont censés contribuer le plus, par le bas, au bien-être des populations, alors que les fonds versés ont bien du mal à redescendre du sommet vers le bas..

Par ailleurs, les 9 Etats du sud pétrolier perçoivent depuis 1999, en plus de leur quote-part de l'allocation statutaire, 13 % du montant de la production pétrolière du pays en vertu du « principe de dérivation » et à concurrence de leur contribution respective dans la production pétrolière nationale. Mais là encore et aux termes de la loi, cet argent va prioritairement aux *host communities*, c'est à dire aux communautés qui ont sur leur sol des infrastructures pétrolières au sens large (gisements, bureaux des compagnies, station de pompage, pipelines, etc.), alors qu'à côté, les *non host communities* sont à la portion congrue. C'est ce système de redistribution très inégalitaire qui attise également les tensions entre communautés.

Pourquoi le pays apparaît-il si « compliqué » ?

Le Nigeria est un pays où cohabitent plus de 250 groupes ethniques, et encore plus de groupes au plan linguistique, divisés en de multiples clans. La lutte pour le contrôle du pouvoir y est très forte entre les différentes communautés, mais aussi à l'intérieur de ces multiples communautés. C'est la zone sud-sud, majoritairement chrétienne-animiste, qui couvre la région du Delta et abrite les gisements pétroliers et gaziers du pays dont une partie importante dans l'offshore. Cette région est dominée par l'ethnie Ijaw, la quatrième plus importante du pays, derrière les Haoussa et Fulani, musulmans du nord du pays, les Yoruba au sud-ouest et les Ibo au sud-est. Ces derniers sont à l'origine de la sécession biafraise de 1969. Ils sont souvent considérés eux-mêmes comme « oppresseurs » d'autres minorités car jusqu'à la guerre du Biafra, ils contrôlaient en effet une bonne part du négoce et des retombées de la rente pétrolière, alors même qu'ils n'intervenaient pas sur la production située à 95 % sur le territoire d'autres communautés. Ce souvenir est encore vivace dans le Delta.

Quant aux Ijaws, de multiples luttes de clans, souvent instrumentalisées par le pouvoir central et des relais locaux, ont toujours limité leur puissance réelle. Si l'on excepte les leaders autoproclamés, aucune grande figure ne fait la synthèse du monde ijaw. Aujourd'hui, la question centrale reste celle d'un meilleur partage de la rente pétrolière entre les différents niveaux de la Fédération, les différentes régions, mais aussi et peut être surtout entre toutes les communautés de la région pétrolifère. Tout se résume aujourd'hui à un enjeu de pouvoir pour le contrôle de cette manne, entre avidité pour certains et refus de la pauvreté pour d'autres.

Olusegun Obasanjo a-t-il lutté efficacement contre la corruption ?

Il y a clairement une volonté affichée par le président Obasanjo et le pouvoir fédéral de lutter contre la corruption. En septembre 2005, le gouverneur ijaw de l'Etat du Bayelsa a par exemple été arrêté à Londres pour blanchiment d'argent et le million de livres sterling retrouvé en sa possession vient d'être restitué au Nigeria par le Royaume Uni. Si la commission en charge de cette lutte, l'EFCC, semble plutôt active, le ministère de la justice en charge du suivi des enquêtes manque lui étrangement de moyens financiers. L'EFCC a pourtant ouvert des dossiers d'enquête pour 24 des 36 gouverneurs actuellement en poste, à moins d'un an des élections générales d'avril 2007. Des poursuites visent également le vice-président Atiku Abubakar, candidat présumé à l'investiture du PDP pour les prochaines élections présidentielles de 2007. Il faut donc bien voir que la lutte anti-corruption peut être aussi instrumentalisée à des fins politiques.

Comment voyez-vous l'élection présidentielle de 2007 ?

Il est encore trop tôt pour le dire et le jeu semble pour l'heure très ouvert. Atiku Abubakar, l'actuel vice-président, originaire de l'Etat d'Adamawa et issu des petites minorités musulmanes de l'est du pays, est désormais accusé de corruption, alors qu'il avait servi de caution à l'élection d'Obasanjo (chrétien yoruba du sud-ouest) en 1999, puis en 2003. Il devait donc recevoir l'investiture du PDP (People's Democratic Party), le parti présidentiel d'Obasanjo, en charge du pouvoir depuis le retour de la démocratie en 1999. Mais pour s'être notamment opposé au 3^{ème} mandat pour Obasanjo, il risque à présent d'être hors-jeu comme l'atteste les multiples manœuvres du pouvoir fédéral pour interdire, *manu militari*, les rassemblements de ses partisans, jusque dans la capitale depuis le début de l'année. L'objectif semble donc pour le pouvoir actuel de trouver un autre musulman du nord, voire du centre, mais avec un profil fédérateur. Le général Ibrahim Babangida envisagerait un come-back mais reste très connoté « ancienne école », celle qui a exercé la dictature militaire du pouvoir sans prévenir la crise économique liée au contrechoc pétrolier de 1986 qui a durement secoué le pays, le faisant terriblement régresser en quelques années. Le Général Buhari, autre possible prétendant nordiste, lui aussi ancien président et candidat battu en 2003, pourrait retenter sa chance. Le président Obasanjo, s'il dispose d'une certaine aura pour avoir été le premier militaire à rendre le pouvoir aux civils en 1979, ne peut se représenter pour un troisième mandat, bien qu'il ait tenté de faire modifier la constitution dans ce sens, en vain jusqu'à présent.

En l'absence de candidat issu de la région sud-sud à la fois crédible et fédérateur au plan national pour la présidence, ce sera donc probablement un musulman du nord, qui reste à trouver, face aux anciens poids lourds des régimes militaires précédents.

Pour compenser mais aussi favoriser ce retour d'un président musulman du nord, il faudra sans doute un ticket avec un vice-président issu de la région sud-sud, celle du pétrole, qui concentre plus de 95 % des ressources pétro-gazières du pays, mais qui n'a jamais eu un seul de ses représentants élu à la fonction suprême depuis l'indépendance du pays en 1960, malgré le principe du Federal Character, qui définit notamment une présidence tournante pour les six zones géopolitiques regroupant désormais les 36 Etats de la Fédération.. Une chose semble sûre, le ticket qui obtiendra l'investiture du PDP, est presque assuré de l'emporter, compte tenu des fondements de la démocratie nigériane établis en 1999 et qui font la part belle au PDP.

Pour la vice-présidence, on parle notamment du gouverneur de l'Etat de Rivers, Peter Odili, un cacique du PDP, gouverneur du plus important Etat pétrolier du Delta, si ce n'est en termes de production, du moins au plan historique et politique. Une demi mesure qui risque de relancer l'agitation, tant sa gestion depuis 8 ans est loin de faire l'unanimité, surtout pour les Ijaws les plus radicaux, ceux qui avec le MEND militent pour une meilleure redistribution de la rente pétrolière vers les populations de la région du Delta et qui depuis février 2006, paralysent environ 1/5^{ème} de la production du pays.

La période qui s'annonce est donc à hauts risques mais il est bien difficile de dire aujourd'hui, tant les paramètres sont nombreux, comment les choses vont évoluer jusqu'aux élections et a fortiori au delà.

Propos recueillis par Laurence Bollack et Laurence Tovi